

[Text]

In this consumer-oriented society, where rewards are given in dollars and cents, mother-work is surely deserving of an independent income. Right now mother-work is free labour and motherhood is free love. But our society is paying heavily for it: social problems in Canada are extreme. There is an answer: respect and reward motherhood for the primal and necessary force that it is and we will reap the benefit of a healthy, happy population. Left to deteriorate any longer, the mother-child separation and alienation we suffer from may be irremediable. Give mothers the consumer power they deserve.

We are speaking for Canadian mothers who do not wish to place their children in day care, and for the children who do not wish to be in day care. The suggestion that day care be 100% federally funded by 1990 infers that in this country day care is seen as the best possible child care available. As mothers, we must strongly disagree.

We ask, instead, that child care be federally funded, and the amount allocated per child be paid monthly to the child's mother as a mother's income. She would then be in a position to spend this money as she saw fit, perhaps on day care, perhaps not. Thank you very much for listening to us.

The Chairman: Thank you Mrs. Shaw, Mrs. Miles. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I think this is a really important view that we probably have not heard enough of, which I know the committee is interested in pursuing. I agree completely with you that society has not valued mothering. I prefer to use the term "parenting", because sometimes fathers assume that role. You say that in our society money is not only important to raise children, and to have independence, if that is your choice, it is also a status symbol. I happen to be a feminist, but I have often felt that some form of what I would call "pay for parenting" would make great sense. I recall that some mothers I talked to—I think it was in the province of Quebec—who got something called a mother's allowance, rather than welfare, felt very differently about it.

A question I wanted to ask you is if you thought a substantial increase in the family allowance would be one of the ways to achieve part of what you are suggesting. I feel we have to have choices, so I would not throw out direct funding for child care either. Sometimes you need choices at different times in your child's development, or in your lifespan, too, because you might want to do something different as your children get older. But I just wondered if that is one route, what your thoughts would be, if it were possible to do that.

[Translation]

Dans la société de consommation où nous vivons et où les récompenses sont données en argent, le travail des mères mérite certainement un revenu en soi. A l'heure actuelle, le travail des mères constitue de la main-d'oeuvre gratuite et la maternité, un amour gratuit. Mais notre société fait les frais de cette situation: les problèmes sociaux sont très importants au Canada. Il y a un remède: respecter la maternité et la récompenser pour la force essentielle et nécessaire qu'elle constitue; nous aurons en échange une population saine et heureuse. Si nous laissons la situation se détériorer davantage, nous risquons de souffrir irrémédiablement de la séparation et de l'aliénation mère-enfant. Il faut donner aux mères le pouvoir de consommer qu'elles méritent.

Nous parlons au nom des mères canadiennes qui ne souhaitent pas placer leurs enfants dans des garderies et des enfants qui ne souhaitent pas aller dans des garderies. Le souhait de voir les services de garderie financés à cent pour cent par le gouvernement fédéral d'ici 1990 laisse supposer que nous considérons que les garderies constituent, pour le Canada, la meilleure solution possible pour le soin des enfants. En tant que mères nous devons nous opposer fermement à cette idée.

Nous demandons au contraire que le soin des enfants soit financé par le gouvernement fédéral et que la somme allouée pour chaque enfant soit versée mensuellement à la mère de l'enfant à titre de revenu. Elle serait alors à même de dépenser cet argent comme elle l'entend, en frais de garderie ou autrement. Merci beaucoup de nous avoir écoutées.

La présidente: Merci, madame Shaw, merci, madame Miles. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je pense que cette opinion est très importante et qu'on ne l'a peut-être pas assez entendue; je suis sûre que le comité aura envie d'en savoir davantage. Je suis tout à fait d'accord avec vous sur le fait que notre société ne valorise pas suffisamment la maternité. Je préfère employer l'expression «rôle de parent», parce qu'il arrive que des pères l'assument. Vous dites que dans notre société l'argent n'est pas seulement important pour élever des enfants et pour être indépendant, lorsque tel est votre choix, mais que c'est aussi une marque de standing. Il se trouve que je suis féministe, mais je pense souvent qu'une forme quelconque de rémunération pour le rôle de parent serait une bonne chose. Je me rappelle que certaines mères avec qui j'ai parlé—je crois que c'était la province du Québec—recevaient une allocation de mère, et non le bien-être social, et qu'elles ressentaient les choses différemment.

Il y a une question que je voulais vous poser. Pensez-vous qu'une augmentation importante des allocations familiales constituerait une manière de réaliser en partie ce que vous souhaitez. Je crois qu'il faut que l'on puisse choisir et je ne rejetterais pas non plus le financement direct des garderies. Il faut parfois choisir à diverses périodes du développement de l'enfant ou de votre vie parce que vous pourriez vouloir faire autre chose lorsque vos enfants seront plus grands. Je me demande si c'est une voie possible, ce que vous en penseriez, si c'était réalisable.